

Les poilus de Cornillon

Pour une si petite commune, le nombre a de quoi surprendre : quatre-vingt trois. Ils sont quatre-vingt trois jeunes hommes de Cornillon, à avoir subi l'enfer de la Première Guerre Mondiale. Cela comprend ceux qui sont nés dans la commune (quarante-huit d'entre eux), et ceux qui y ont résidé sans y être nés. Et encore, on ne peut pas être sûr qu'il n'en manque pas.



Qu'est-ce que cela représente en proportion de la population ? On dispose de recensements nominatifs pour les années 1896, 1901 et 1906. En tout, 386 personnes ont habité Cornillon au moins une des trois années : 191 femmes et 195 hommes, en comptant les jeunes enfants et les personnes âgées. Dans la tranche d'âge la plus concernée, disons les hommes qui avaient entre 20 et 40 ans en 1914, peu ont échappé à la mobilisation. Les rares motifs d'exemption étaient impératifs, comme la tuberculose dont la contagion était très redoutée. Moins dangereux était le « défaut de taille », à 1m52 et au-dessous.

Mais ces cas restaient exceptionnels. La plupart de ceux qui avaient été exemptés au moment de leur recrutement, pour maladie ou comme soutien de famille, ont été rappelés après la déclaration de guerre. Quelques uns, mineurs à La Mure, ont obtenu un sursis d'appel, voire ont échappé complètement à la zone de combats. Certains parmi les blessés ont été maintenus à l'arrière après leur convalescence : « détachés agricoles » le temps des travaux d'été, ou bien affectés au travail en usine. Parmi eux, Léopold Ripert a passé trois ans aux armées avant d'être détaché agricole à Villard Julien, puis de justifier « de sa qualité de père de 6 enfants vivants », et d'être renvoyé dans ses foyers, moins de trois mois avant l'armistice.



Des 83 soldats qui ont été identifiés, seulement 23 sont revenus indemnes. Parmi ceux-là, environ la moitié étaient relativement âgés : ils avaient donc moins de chances d'être affectés aux premières lignes, les plus meurtrières. La notion d'âge était d'ailleurs relative. Écoutez la belle citation décernée à Jules Ruelle, le 27 septembre 1917 : « Soldat âgé au cœur resté jeune et vaillant, qui, sous les bombardements les plus violents, notamment les 2 et 3 septembre 1917, a conservé le calme et le sourire dont il est coutumier ». Le « soldat âgé au cœur resté jeune » était né en janvier 1884, il avait donc 33 ans.

La majorité des quatre-vingt trois ont été blessés ou malades. Seize en sont morts, sur le champ de bataille, dans l'ambulance, ou à l'hôpital. Ne croyez pas que ce soit exceptionnel : ces chiffres correspondent à peu près au tragique bilan national : un million quatre cent mille morts sur huit millions d'appelés.



Que raconter pour vous donner une idée de la barbarie vécue par les soldats, de l'angoisse de leurs familles, de la douleur des deuils ? Les quelques exemples qui suivent ont été choisis arbitrairement dans la longue litanie de souffrances que l'on lit en filigrane des dossiers militaires.

Zacharie Nier et Lucie Mathieu habitent La Citadelle depuis 1896, après être passés par Lalley, puis Lavars. Ils ont quatre enfants, quatre garçons. Le dernier, Henri, est né en 1903. Il est heureusement trop jeune pour partir. Les deux aînés, Maxime et Antonin, ont 23 et 22 ans à la déclaration de guerre. Maxime est porté disparu dès le 22 août en Alsace (sur les 16 morts de Cornillon, 4 sont tombés dans les premiers mois de la guerre, les plus meurtriers). Antonin a plus de chance, si l'on peut dire : il est fait prisonnier le 4 septembre. Il passera les 4 années suivantes en Allemagne ; ses parents ne le verront qu'en décembre 1918.





Essayez d'imaginer leur angoisse quand Camille est appelé, en avril 1915 : il vient tout juste d'avoir dix-neuf ans. Il ne résiste pas aux conditions des tranchées : une rougeole se complique vite de broncho-pneumonie. Il décède le 5 juin à l'hôpital de Montélimar.

Paul Giraud avait tout juste vingt ans : il était né à Villard Julien en juin 1894. Il a subi l'enfer des quatre ans de guerre. Blessé à la tête par éclat d'obus en mars 1916 à Douaumont, il est encore cité à l'ordre de son régiment en septembre 1918. Il n'est renvoyé dans ses foyers qu'en septembre 1919, et son dossier militaire précise qu'il « se retire à Cornillon ». Quelques mois plus tard, il décède à l'hôpital de Saint-Dizier, en Haute-Marne. Son acte de décès, du 2 avril 1920, mentionne qu'il est l'« époux de Reine Guyot (sans autre précision) ». Quand et comment l'avait-il connue? De quoi est-il mort? Difficile de croire qu'un homme jeune qui vient de vivre quatre années d'enfer, qui a été gravement blessé, soit décédé de mort naturelle. Il n'a pas reçu la mention « Mort pour la France », son nom ne figure sur aucun monument aux morts.





Yvon Giraud n'a pas eu plus de chance (ils n'étaient pas de la même famille). Lui aussi a « fait son devoir » comme on disait alors. Blessé deux fois dès le mois d'août 1914, il était encore cité à l'ordre de son régiment en 1917 : « Chef de pièce d'un rare sang-froid ; a exécuté des mises en batterie très audacieuses sur un terrain battu par les mitrailleuses ». Il est décédé le 21 mai 1918 des suites d'une blessure à la tête par éclat d'obus. Bien sûr, il a été décoré : croix de guerre avec deux étoiles de bronze. L'armée française, dans sa grande largesse a même accordé à sa mère un « secours immédiat », de 150 francs. En équivalent d'aujourd'hui, cela représente 30 000 euros.

On ne peut pas dire que la France se soit montrée particulièrement généreuse envers ses soldats. Les pensions aux très nombreux survivants handicapés ont été accordées au compte-gouttes, dans des délais scandaleusement longs. Édouard Bonniot avait été blessé au bras gauche en 1916. Renvoyé au combat, il est touché à nouveau à la jambe en 1918. Sa cuisse droite est amputée. Il a reçu la croix de guerre, a été plusieurs fois cité, les louanges ne lui ont pas manqué. Une pension lui a été définitivement accordée... le 7 avril 1938 ! Germain Garcin a été servi plus vite, si l'on ose dire. Lui aussi a fait son devoir : citations, croix de guerre et tutti quanti. Les handicaps liés à ses multiples blessures lui ont valu une pension définitive le 24 novembre 1927 ; à seulement 75%, n'exagérons rien. Il est décédé quatre mois plus tard, le 2 avril 1928.





Sur les dossiers de Désiré Girard et Albert Bayle, on lit qu'ils ont été décorés de l'in-
signe des « fatigues de guerre ». Les deux ont
combattu en Italie et le nom italien de la dé-
coration est « fatiche di guerra ». En italien,
« fatichi » désigne une lutte, un effort violent.
Les gratte-papier de l'administration militaire
n'ont pas réussi à dépasser la traduction litté-
rale : leur fatigue a été la plus forte.

Même ceux qui sont revenus physiquement in-
dennés ont gardé le traumatisme des horreurs
vécues, pendant tout le restant de leur vie. Ils
en parlaient peu : comment dire l'indicible ?
Parfois un mot, une anecdote. César Pallan-
chard a raconté à son petit-fils son dernier
souvenir. C'est le 11 novembre 1918. Le sou-
lagement d'en avoir fini avec le cauchemar est
immense. Son voisin de tranchée, son cama-
rade, son ami, relève la tête. Elle dépasse de
la tranchée. Trop tôt.

